

Annexe n° 2 au CCP - Fiche relative au service fait présumé (SFP)



SERVICE DU COMMISSARIAT DES ARMÉES
PLATE-FORME DU COMMISSARIAT- PARIS
Division Finances

8, avenue du Président Kennedy
BP 40202
78102 ST GERMAIN EN LAYE CEDEX

Le service fait présumé dans le marché public : qu'est-ce ?

Il s'agit de la possibilité de payer une facture sans attendre le service fait. Le service fait présumé est une procédure financière réglementée qui a pour objet d'accélérer la mise en paiement de certaines dépenses. Les contrôles relatifs au service fait sont réalisés *a posteriori* selon un plan défini par l'ordonnateur secondaire, la Plate-Forme Commissariat Paris (PFC Paris).

Le service fait présumé : un impact pour le titulaire du marché ?

Avantage pour le titulaire du marché

Réduction du délai global de paiement des factures : en dérogeant au principe du service fait comme déclencheur de la liquidation d'une dépense.

Fonctionnement du SFP

Si postérieurement au paiement, il est constaté que des sommes ont été payées indûment (cas de *livraison incomplète voire inexistante, ou si la prestation est non conforme*), une procédure de remboursement de trop-perçu est déclenchée :

Actions du titulaire du marché :

Le précompte : à privilégier. Le critère de récurrence avérée permet ainsi un remboursement des sommes concernées par précompte sur les factures suivantes.

ou

L'avoir : les trop-perçus seront récupérés sur les factures suivantes via un avoir que le fournisseur établit.

Action de l'administration :

Le titre de perception : en cas de défaillance du fournisseur dans sa régularisation, la section recettes non fiscales du service exécutant de la dépense réalise un TP (demande de recouvrement des finances publiques).

Le service fait présumé : sa pérennité dans le marché ?

L'ordonnateur secondaire peut suspendre l'application du service fait présumé dans le cas où le titulaire du marché dont les problématiques récurrentes et avérées mènent à la non-conformité dans l'application du marché et par suite induit l'exclusion de ceux-ci dans une procédure sensible demandant une résolution des litiges *a posteriori*.